Municipales 2020

Frédéric Soulier

«Six ans, ce n'est que la première mi-temps de l'action»

Frédéric Soulier souhaite que Brive s'en sorte, que Brive se développe.

Monsieur le maire, vous serez candidat à votre succession lors des municipales de mars prochain, qu'est-ce qui vous a poussé à briguer un nouveau mandat ?
L'envie de continuer. Depuis six ans, avec l'équipe, on s'est engagés. À titre personnel, j'ai fait le choix de m'engager à 100 % comme maire, et je vois que cela donne des idées à d'autres. Il faut en effet des élus qui soient sur le terrain du matin au soir. Car, contrairement à ce qui se faisait autrefois, être à Paris, ce n'est que très occasionnellement utile pour le territoire. Pour ma part, jamais nous n'avons eu porte close, jamais un rendez-vous sans suite, même lorsque nous avons sollicité le Premier ministre à propos de la page urbaine.
Six ans, ce n'est que la première mi-temps de l'action. Car mettre en œuvre une politique, c'est long, c'est compliqué, car la France ne fait jamais dans la simplicité y compris pour les collectivités.
J'ai beaucoup appris, lors de ces six années, des permanences sans rendez-vous organisées dans les quartiers? J'en ai fait plus de soixante-dix, soit quelque mille quatre cents personnes reçues depuis le début de la mandature.
Et si, aujourd'hui, Brive a passé un stade dans son redressement, ce n'est pas fini, il y a encore à faire.

Quel regard portez-vous sur les six années qui viennent de s'écouler ? Quelles sont vos principales satisfactions et *a contrario* avez-vous des regrets ?
Des regrets, on en a toujours. On a parfois l'impression que les choses n'avancent pas assez vite. On peut aussi avoir le regret de ne pas avoir résolu tel ou tel problème ou, face à des situations personnelles difficiles, de ne pas avoir pu aider la personne.
Personnellement, j'ai pris la vie publique de proximité en pleine face, depuis que je suis maire. Je pense que c'est le mandat électoral qui vous gifle le plus. C'est l'action du quotidien.
Je pourrais aussi avoir le regret de ne pas avoir réussi, encore, à obtenir pour Brive la première année de médecine. Nous étions en phase de décrocher la première année de PACÈs, mais cela n'a pas pu se faire. Nous l'aurons, c'est certain, mais en décalé et pas à la hauteur de ce que l'on pouvait espérer.
En la matière, notre idée est que l'offre universitaire sur Brive puisse se développer autour du télé-enseignement. Nous n'avons pas encore abouti, alors que je pensais le faire depuis au moins deux ans. Mais ce n'est ni la faute de l'université, ni celle de la ville de Brive, et encore moins celle du pôle santé que l'on monte et dans lequel je voulais que l'on intègre cette première année de médecine.
Pour ce qui est des satisfactions, je ne suis pas le plus à même pour en parler. Le maire est toujours à portée d'engueulade. Je ne peux pas dire que je suis satisfait, car ce n'est pas dans ma nature. D'ailleurs, mes collaborateurs vous le diraient, je suis casse-pied, exigeant avec tout le monde, à commencer par moi-même.

En 2015, vous lanciez une grande consultation publique qui a notamment mis en avant les attentes des Brivistes en matière de sécurité, de circulation et d'environnement. Pensez-vous y avoir répondu ?
Les résultats sont encourageants. Est-ce que l'on y a totalement répondu ? Je ne le pense pas. Mais si nous sommes réélus, nous recommenceront en 2020.
À la fin du mandat, il y a 70 % de ce que l'on a dit qui est fait et 27 % qui sont en cours de réalisation. Ma méthode, c'est : je fais ce que je dis et je vérifie si ce que je dis et ce que je fais fonctionne. Cette notion d'expertise est une notion moderne, mais nécessaire.
Pendant longtemps, les politiques ne faisaient pas ce qu'ils disaient. Il ne faut donc pas s'étonner s'il y a une rupture entre eux et le peuple.
Que l'on soit d'accord ou pas d'accord, que l'on plaise ou que l'on ne plaise pas, ce n'est pas le sujet. Si je devais avoir au moins une satisfaction, c'est que nous sommes au rendez-vous de ce que l'on a pu dire au début du mandat. Nous éditons d'ailleurs un document bilan où nous reprenons nos engagements de 2014 ; les Brivistes pourront ainsi vérifier par eux-mêmes.
Pour moi, en effet, il n'y a pas de politique sans pédagogie et sans preuve. Aussi, si nous sommes reconduits, nous relancerons une consultation en 2020 pour être bien en phase entre ce que nous avons pu dire et réaliser sur le mandat et ce que l'on veut faire si nous sommes aux affaires. Il est en effet indispensable d'expliquer les choses, y compris quand elles font mal et qu'elles sont difficiles à mettre en œuvre. D'ailleurs, nous n'avons jamais rien mis sous le tapis.
Je veux que Brive s'en sorte, que Brive développe une vraie richesse sociale, fiscale, une vraie attractivité. Je veux que les jeunes restent le plus longtemps possible à Brive et, quand ils y reviennent, qu'ils puissent y trouver du travail.
La sécurité était une des premières priorités. Sur ce point, nous avons mis des moyens jusqu'au bout. Ainsi, au 1er janvier de cette année, la police municipale est passée à six jours sur sept de service, vingt-quatre heures sur vingt-quatre. L'idée est d'arriver, à terme, à un service opérationnel sept jours sur sept, mais il faut laisser le temps pour que notre police municipale se muscle en matière de moyens humains, d'outils numériques, techniques.

La page urbaine a guidé la seconde partie du mandat en cours. Où en est-on des engagements et est-elle d'ores et déjà intégrée dans votre programme ?
Quel que soit le maire qui sera aux affaires fin mars, je pense que la page urbaine sera le document cadre qui va suivre la ville pour les vingt prochaines années. Pour la réaliser, nous n'avons fait appel à aucun cabinet extérieur, toute l'ingénierie a été faite en interne. C'est devenu un outil de gouvernance, un outil de management, un outil partagé par nos services de la ville et de l'agglo, qui sont maintenant mutualisés et ont une vision totale des choses. Cette page urbaine a permis de donner naissance et corps à notre projet de territoire. Elle nous a permis d'être retenus dans le dispositif Cœur de ville, d'être sélectionnés parmi les cent vingt-deux territoires nationaux pour Territoires d'industrie.

> "Aujourd'hui, Brive a passé un stade dans son redressement, mais ce n'est pas fini, il y a encore à faire."

> "Il n'y a pas de politique sans pédagogie et sans preuves."

Vous êtes également président du conseil d'administration de l'hôpital, une structure qui visiblement se porte bien…
Oui, grâce, notamment, au travail mené par l'ancien directeur Vincent Delivet et par le président de la CME. Tout cela n'arrive pas par hasard.
On aurait pu faire un GHT corrézien (groupement hospitalier territorial, *ndlr*), si Tulle avait eu un peu plus confiance en Brive, mais ils ont préféré aller chercher Limoges. C'est un rendez-vous manqué.
Pour notre part, nous avons réussi à mettre en place un plateau technique avec l'ex-Saint-Germain mutualité. Et nous allons encore annoncer quelques éléments en la matière, toujours dans la coopération, pour ainsi renforcer l'offre publique-privée de soins.
On le voit sur l'économie de la santé, en matière de tourisme, d'universités, etc., Brive va continuer à croître, je n'ai aucune inquiétude là-dessus.

Quelles seront les lignes directrices de votre programme pour les six années à venir ?
Ici, à Brive, c'est je dors bien, je mange bien, je travaille bien. Cette notion est une question sociétale moderne. Nos petits territoires ont une vraie chance de croissance. Pour moi, le vivre bien, le bien vivre dans une ville, c'est prioritaire. Verdir la ville, protéger les ressources en eau, s'occuper de l'air, du bruit – qui est une vraie pollution –, Brive a tous les moyens dans sa phase de croissance pour ne pas écarter ces problématiques, comme certaines capitales régionales ont pu le faire. Brive a une capacité et une chance, celle d'avoir du foncier et d'avoir un territoire autour d'elle, où le vert est la couleur dominante. Aussi, partout où l'on traite le minéral, et où on pourra le faire, on transformera le minéral en végétal.
Je prends l'exemple de Brune : une place d'armes minérale qui est devenue végétale, un nouveau parc de sept mille cinq cents mètres carrés qui est un exemple pour moi et que l'on va répéter.

Municipales 2020

Où en est-on de Brune justement ?
L'appel d'offres renouvelé a été lancé. Le nouveau programme a été mis en œuvre pour accueillir une résidence autonomie moderne qui aura vocation à regrouper celles du Chapeau-Rouge et des Genêts, avec soixante-dix à quatre-vingts appartements neufs pour nos personnes âgées. Il est grand temps de mener une telle opération, car, à titre personnel, et cela fait longtemps que je le dis, je ne mettrais pas mes parents dans ce que nous proposons aux Brivistes. Résidence autonomie, donc, pour la partie bâtiment de gauche, bâtiment de droite réservé aux services, au tertiaire… Et puis, une fois que l'on aura récupéré l'hectare et demi qui reste, il y aura le pôle enfance et les trois sites de l'école Louis-Pons réunis sur un site unique. Sans oublier, bien évidemment, le pôle culture.

Parmi les sujets qui semblent vous tenir à cœur, il y a le désenclavement ferroviaire et la place de l'Étoile ferroviaire de Brive. Comment pensez-vous faire avancer ces dossiers si vous êtes réélu ?
L'agglo a la paternité de ce dossier. Avec mon collègue du Grand Périgueux, nous avons, je crois, convaincu Alain Rousset qui nous accompagne pour rapprocher Brive de Bordeaux avec, comme objectif, un temps de parcours de une heure et quart.
Un TER, ça peut rouler jusqu'à 160 km/h, mais, quand l'infrastructure date des années 1940-1950, ce n'est pas possible. Ce que fait la région aujourd'hui avec le train usine, c'est de l'urgence, car, jusqu'à Saint-Pantaléon-de-Larche, la vitesse des trains était tombée à 30 km/h.
Dans son plan pluriannuel d'investissement rail, Alain Rousset a intégré les premiers quarante-sept millions d'euros, ce qui n'est pas rien, même si cela ne suffira pas. Je ne demande pas six trains par jour, mais deux, un le matin et un le soir. Cela modifiera les modes de vie : je vis à Brive et je travaille à Bordeaux, et vice versa. Ce projet est aussi ambitieux que celui de l'aéroport, et je le suivrai personnellement.

Vous avez mené la création de l'agglomération à quarante-huit. Est-ce que cela a été difficile et pensez-vous qu'une intercommunalité de cette taille soit un atout pour exister au sein de la grande région ?
L'agglo pèse 2 % de la population sur les plus de cinq millions d'habitants de la grande région. C'est infinitésimal. Mais, au lieu d'être antibordelais, moi, j'ai fait le choix de la confiance en la vision régionale des choses. Dès lors, que peut-on faire ?
On ne va pas pleurer pour dire que nous sommes à deux cents kilomètres de Bordeaux. Non, nous, il faut que nous trouvions de la coopération, des projets de territoire, comme Territoires industrie, que nous développons avec sept communautés de communes.
En effet, il ne faut pas attendre vingt ans pour que tout ceci soit une évidence, mais accélérer les choses pour donner du crédit à tout cela. Dès lors, si on veut créer l'attractivité de Brive, il faut bien préparer cette séquence, et notre devoir à nous, élus, c'est de bien alimenter le tuyau pour que ce cycle, à travers la page urbaine, Territoires industrie, Cœur de ville ou encore le projet de territoire de l'agglo, n'accouche pas de quelque chose de poussif. D'autant plus que les territoires voisins sont dans la même approche, et que nous sommes donc dans une compétition.
À l'échelle de notre département, si Brive ne grandit pas, ne se développe pas, les territoires autour ne seront pas plus forts pour autant. À un moment donné, la croissance de Brive nourrira le reste.

Si vous êtes réélu en mars prochain maire de Brive, briguerez-vous la présidence de l'agglo ?
Ce sera avant tout aux élus d'en décider. Mais c'est un secret de polichinelle. Si j'ai la confiance des Brivistes, il faudra que l'on ait un pilotage commun, et je pense avoir prouvé que je ne serai pas un pilote uniquement avec une vision briviste.
J'ai travaillé très efficacement avec mes vice-présidents, je pense, par exemple, à Christian Pradayrol pour ce qui est de la mise en place des politiques contractuelles, ou encore à François Patier, le maire de Nespouls, avec lequel on a inventé le fonds de soutien territorial. On a montré que l'Agglo était capable de se tourner vers les plus petites communes.
Je pense qu'il est indispensable, en tout cas pour une agglo de notre taille, que l'élu de la ville centre soit aux commandes. Regardez ce qui se passe pas loin de chez nous, à Limoges. Quand vous n'avez pas un pilote qui a les commandes du territoire et de la machine, cela crée de la dualité entre la ville, la communauté urbaine… ça ne marche pas.

> “Il est indispensable que l'élu de la ville centre soit aux commandes de l'agglo”

Pour présenter un programme, il faut une équipe. Où en êtes-vous dans la constitution de cette liste ?
Elle sera présentée le 15 février. On aura une belle liste !

Vous êtes soutenu par sept partis politiques. Doit-on en déduire que de nouvelles têtes vont faire leur apparition parmi vos colistiers ?
C'est attendu et nécessaire… d'autant qu'il y a des personnes qui ne souhaitent pas repartir et d'autres qui feront d'autres choix. Et un second mandat, ce n'est pas un copier-coller du premier.
L'important, c'est d'avoir les bonnes personnes au bon moment et sur les bons jobs. Car, aujourd'hui plus que jamais, j'insiste bien là-dessus, c'est un problème de compétences.
C'est d'abord un problème de choix, entre la vie personnelle, la vie professionnelle, car être élu, ce n'est pas un cadeau. Reste ensuite à savoir ce qu'est la motivation du candidat colistier : « Tu viens pour la parade ? » « Ou tu viens pour apporter quelque chose ? » Personnellement, je le rabâche à l'envi, moi, j'aime le pouvoir pour faire, pas pour être.
Pour cette élection, j'essayerai donc de constituer la meilleure équipe possible, comme pourrait le faire un entraîneur de rugby qui choisit les meilleurs à leur poste pour le match. Des coéquipiers compatibles et capables de travailler ensemble.

Selon vous, comment se présente cette campagne municipale et comment comptez-vous la mener ?
On fera la même qu'en 2014, à savoir proximité, humilité. On ne lance officiellement la campagne qu'aujourd'hui. Nous aurions pu le faire dès septembre, mais nous avons pris l'option de continuer à travailler pour la ville, car je ne voulais pas que le candidat prenne le pas sur le maire et ses responsabilités. La campagne sera donc tournée vers le porte-à-porte avec un seul meeting de programmé.
Pour revenir à la liste et à votre précédente question sur les sept familles politiques qui me soutiennent, LR je suis, LR je reste, car c'est, chez moi, là aussi une question de loyauté. J'ai été dans ma construction politique chiraquien, RPR, UMP et donc, aujourd'hui, Les Républicains. Je n'ai jamais renié ma famille.
Mais, *in fine*, tout cela, c'est de l'écume, ça ne sert à rien. Brive, historiquement, c'est centre droit, centre gauche. Et je vous l'assure, les Brivistes, ce qu'ils veulent avant tout, c'est que l'on s'occupe d'eux, peu importe l'étiquette politique du maire. Ils aiment quand on rassemble, ils aiment la concorde, pas la discorde. Donc, si vous êtes 100 % maire, que vous êtes sur le terrain, que vous ne feintez pas, peu importe votre étiquette.

On sait que les élections municipales se jouent au-delà des partis et des idées, autour des nids de poule et de l'état des trottoirs. Est-ce pour vous une inquiétude ?
Nous avons mis en place un plan voirie ambitieux sur dix ans, soit six millions d'euros par an. C'est incontournable. Aussi, quand je vois mon compétiteur qui me traite de goudronneur, je l'invite à venir avec moi, au fil des trente-cinq kilomètres de voiries neuves que nous avons faites, à faire du porte-à-porte. Il verra alors que sa posture, que je ne saurais qualifier, est totalement maladroite. Une des priorités pour les Brivistes, à côté de la sécurité, c'est bien évidemment l'état des trottoirs et la circulation.

Un réseau de pistes cyclables en site propre à Brive, ce serait une utopie ?
Oui, et pour deux raisons. La première est que, les voiries, on ne les a pas élargies et que l'on ne les élargira pas, d'autant qu'aujourd'hui la place du trottoir s'élargit au détriment de la voirie. La seconde raison est sociétale : il y a quarante ans, il y avait une voiture par foyer, et, aujourd'hui, il y en a trois. On se retrouve donc avec un nombre de véhicules en circulation et en stationnement multiplié par trois. C'est cela la réalité des choses.
Notre plan voirie va se poursuivre, car, durant des années, on a lâché le patrimoine voirie, pour faire d'autres choses bien sûr. Mais c'est comme dans une maison, si on ne fait pas les travaux d'entretien nécessaires pendant quinze ou vingt ans, cela finit par coûter très cher.
Cette année, concomitamment au déploiement du réseau de chaleur, ce sont vingt-quatre kilomètres de voirie (sur trente-cinq) qui ont été traités, ce qui nous a permis de faire prendre en charge deux tiers de la facture de voirie par le concessionnaire, ce qui, pour les finances publiques, est plutôt intéressant.

Un scrutin n'est jamais acquis d'avance. En cas de défaite, que feriez-vous ?
Autre chose, je ne suis pas attaché au pouvoir. Je sais pertinemment que je peux perdre, que je ne suis pas propriétaire de la fonction. J'ai pris beaucoup de recul par rapport à tout cela.
Lorsque j'ai été battu aux législatives, j'avais trois mille huit cent quatre-vingt-six voix d'avance au premier tour, et je perds avec cinq cents voix de retard. Ce sont ce types de défaite qui vous permettent d'apprendre. Si je suis élu maire, c'est pour bosser. Si les Brivistes en décidaient autrement en mars prochain, j'aurai bien sûr une grande tristesse au fond de moi, mais je l'accepterai sans problème. Après tout, on n'est que de passage.
Aujourd'hui, si je peux faire six ans de plus, ce sera avec un grand plaisir et beaucoup d'appétit, car il y a de quoi faire. Mais si c'était un choix différent, je ferais autre chose. Et si les Brivistes décident de changer, c'est qu'ils auront eu raison de le faire.

Réélu ou pas à la tête de Brive, pourriez-vous être intéressé par un nouveau mandat parlementaire ?
Pas le moins du monde.

Propos recueillis par LA RÉDACTION